

"Après deux ans auprès du président Sarkozy, pourquoi je voterai Hollande"

Point de vue | [Le Monde](#) | 20.02.12 | 13h55 • Mis à jour le 20.02.12 | 15h20

par Dominique Antoine, ancien conseiller éducation, culture, jeunesse et sports du président de la République (2007-2009)

J'ai travaillé deux ans dans l'équipe de Nicolas Sarkozy à l'Élysée. C'était un honneur. Ce furent deux années d'espérances déçues. "20 % de nos jeunes quittent l'école sans qualification, je ne peux m'y résoudre", avait écrit le candidat en 2007. Le technicien que j'étais faisait confiance à l'énergie de cet homme politique hors norme, à son discours républicain, à sa volonté de rupture. "Que tous les enfants sortent de l'école avec le bagage nécessaire pour réussir leur vie d'adulte", disait encore le programme.

Dans le domaine éducatif, que retiendra-t-on de ce quinquennat ? 80 000 suppressions d'emplois, la fin de l'année initiale de formation des maîtres, la semaine de quatre jours à l'école primaire. Même si l'on place, dans l'autre plateau, les évaluations généralisées des compétences des élèves, le bilan est maigre.

Je m'en suis longtemps voulu de n'avoir pas su me faire entendre du président. Avec le recul, je pense que c'était mission impossible.

Car dans le premier cercle des conseillers présidentiels - dont je n'étais pas -, la mêlée des conservateurs, des libéraux et des budgétaires formait un rideau infranchissable. Les conservateurs manifestaient une haute ambition : ils voulaient rétablir l'autorité des savoirs et des professeurs. Prisonniers d'une imagerie surannée et d'une obsession mémorielle, ils se référaient malheureusement à une éducation nationale de cocagne où les maîtres se seraient réjouis de recevoir une lettre de leur président, ou bien de lire à leurs élèves, à la demande du président, la lettre d'un jeune résistant, ou encore de jumeler chaque enfant des écoles avec le fantôme d'un enfant juif gazé dans les camps.

Les libéraux, en quête d'efficacité managériale, voulaient appliquer la logique du marché en offrant aux parents le libre choix de leur établissement. Enfin les budgétaires, pour complaire à la finance internationale, voulaient soutirer des dizaines de milliers d'emplois à un ministère jugé par principe dispendieux.

La vérité est que tous méconnaissaient la réalité concrète du métier de professeur, les conditions d'exercice dans les quartiers sensibles, les impasses de l'orientation pour les élèves peu doués ou défavorisés socialement. Au fond, ils idéalisait l'éducation nationale mais ne l'aimaient pas, car elle votait mal et leur faisait peur. Et ils convenaient, à la suite du chef de l'État lui-même, que les priorités étaient ailleurs, dans l'économie et le social, dans l'international, la défense, la sécurité intérieure.

Immobilisme contraint

En 2007, le candidat Sarkozy affirmait dans son programme : *"Il est possible de changer l'école."*

Mais à la première vaguelette, il a demandé à Xavier_Darcos de remballer sa réforme du lycée et a inventé la médiation de Richard_Descoings pour gagner du temps. Du temps que Luc_Chatel doit trouver long, tant il peine, malgré son dévouement à la cause de l'école et son talent de communicant, à chanter l'immobilisme auquel il est contraint.

Alors, quand Nicolas Sarkozy dit à Laurence_Ferrari que, s'il est réélu, il faudra "*changer l'éducation nationale*", on ne le croit plus. Et l'on prête attention à l'équipe d'en face. En face, c'est François_Hollande, et sa préoccupation constante de l'avenir de la jeunesse. Un candidat qui rappelle régulièrement que, dans notre pays, l'histoire de la République se confond avec l'histoire de l'école.

Il a auprès de lui Vincent_Peillon, qui connaît bien l'éducation nationale et pas seulement les lycées de centre-ville et les classes préparatoires. Il a compris l'inanité des réformes imposées du haut de la rue de Grenelle. Son axe est pédagogique : pour lui, c'est dans la classe, dans la relation maître-élève, que se joue l'amélioration de l'école. Il fonde tout son projet sur la recherche-action, la diffusion des bonnes pratiques, la formation des maîtres. Et il en tire les conséquences sur les réformes à mener.

Je connais les principaux experts qui, autour de Vincent Peillon, forment l'équipe "éducation" du candidat socialiste. Ce sont les mieux informés, les plus intelligents, les plus clairvoyants du moment. C'est à eux qu'il faut faire confiance si l'on veut que l'école progresse.

Je ne sais pas si mon ancien professeur d'économie à Sciences Po, François Hollande, parviendra à créer 60 000 emplois en cinq ans au bénéfice de l'éducation nationale. Je le souhaite, parce que j'ai la conviction que ces moyens seraient utiles à l'école et qu'ils ne seraient pas gaspillés. En annoncer le principe montre en tout cas que l'éducation sera bien, si François Hollande est élu, une priorité nationale.

En 2002, **Dominique_Antoine** avait été nommé directeur de cabinet de Xavier Darcos, ministre délégué à l'enseignement scolaire, et directeur adjoint de celui de Luc_Ferry, ministre de l'éducation nationale.